



Ollscoil Chathair
Bhaile Átha Cliath
Dublin City University

Corruption et accès à l'éducation : l'expérience des régions africaines

Corruption, Genre et Développement Durable (COGS), note d'information n°5.

Idrissa Ouedraogo, Eugenie Maiga, Robert Gillanders, and Doris Aja-Eke

La corruption est l'abus de pouvoir public à des fins privées. Elle peut prendre différentes formes dans le système éducatif, la plus directe et la plus immédiate étant le pot-de-vin. La corruption se produit au niveau de la politique, du ministère central, de l'école, de l'administration et de la salle de classe. Elle joue un rôle important dans la détermination de l'accès à l'éducation.

La corruption dans l'éducation peut agir comme une taxe supplémentaire ou un obstacle financier à l'accès à l'éducation, désavantageant les étudiants pauvres et réduisant l'égalité d'accès à l'éducation. Les enseignants peuvent recevoir des pots-de-vin pour faciliter l'accès à l'éducation ou pour gonfler les notes et les résultats des examens.

La corruption entraîne une baisse des dépenses dans le domaine de l'éducation. Les fonctionnaires peuvent détourner ou empocher des fonds, ce qui réduit le financement global du système éducatif. Par conséquent, il y a moins de ressources pour acheter le matériel scolaire nécessaire, embaucher du personnel éducatif qualifié ou améliorer les installations scolaires, ce qui, en fin de compte, a un impact négatif sur l'accès à une éducation de qualité.

Deux points de vue s'affrontent sur la manière dont la corruption pourrait affecter l'éducation : graisser les rouages ou (en)sabler les rouages. Selon le point de vue du « sable dans les rouages », dans les pays fortement réglementés mais dépourvus d'institutions et de systèmes de gouvernance efficaces, la corruption peut compenser les faiblesses institutionnelles, la lourdeur de la bureaucratie et graisser les rouages de l'économie. Dans ce cas, les non-pauvres peuvent utiliser la corruption pour contourner les barrières bureaucratiques et accélérer les processus à leur avantage. Toutefois, si la corruption peut être bénéfique pour les non-pauvres, elle peut aussi être préjudiciable aux pauvres. Les biens et services publics sont essentiels pour les pauvres, qui ne disposent pas d'alternatives facilement accessibles. En outre, les fonctionnaires corrompus peuvent tirer parti de cette situation et imposer des exigences illégales en échange de ces biens et services publics.

Selon le point de vue « graisser les rouages », la corruption peut entraîner une mauvaise affectation des ressources et accroître la difficulté et le coût de l'accès aux services publics. Les demandes de pots-de-vin peuvent augmenter les frais de scolarité et

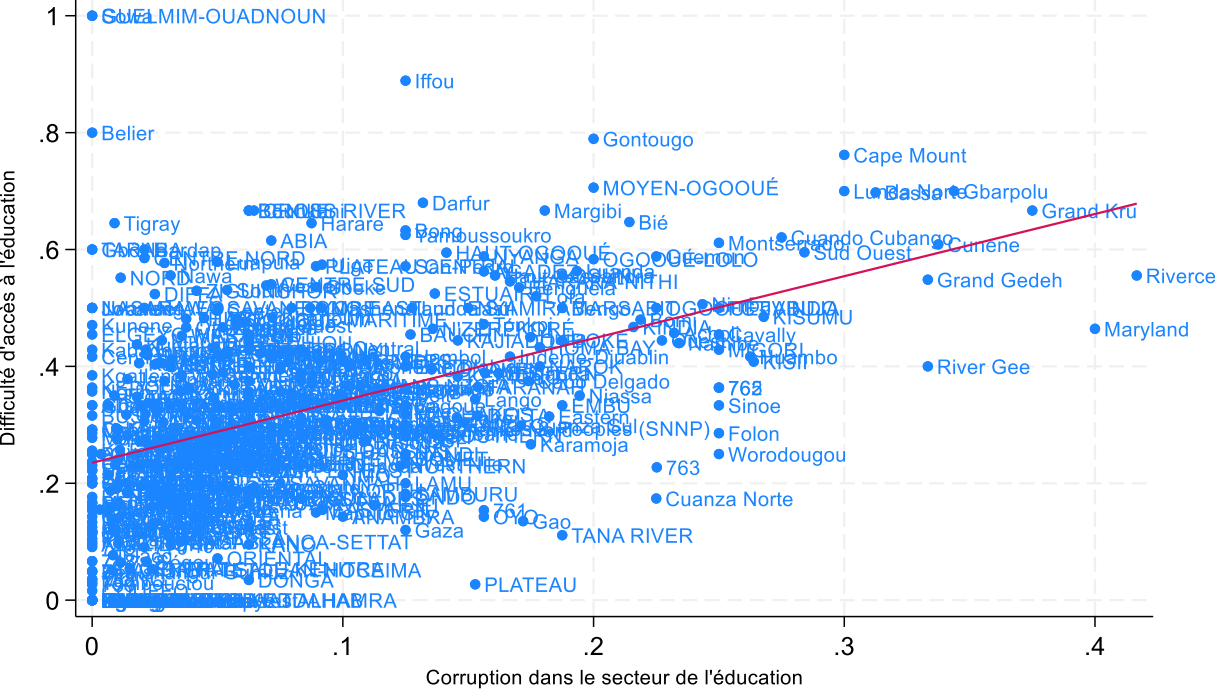
restreindre l'accès à l'éducation, en particulier pour les étudiants issus des couches les plus pauvres de la société. La corruption peut entraîner une perte de revenus plus importante pour l'État, qui ne sera pas en mesure d'augmenter l'offre et la qualité de l'éducation à long terme (construction de nouvelles salles de classe, d'une bibliothèque, d'un centre informatique, recrutement d'enseignants qualifiés, etc.) De plus, dans un environnement corrompu caractérisé par l'appât du gain facile, les étudiants peuvent se désintéresser de l'enseignement supérieur par pur effet de mimétisme. De même, la corruption peut également réduire l'accès à l'enseignement supérieur en augmentant l'incertitude sur le marché du travail, ce qui affecte négativement la décision des individus d'investir dans l'enseignement supérieur.

En augmentant le coût de l'éducation, elle peut exacerber l'écart entre les sexes en matière de scolarisation. Lorsque les parents n'ont pas la capacité financière d'envoyer tous leurs enfants à l'école, il arrive souvent que les garçons soient préférés en raison d'attitudes culturelles bien ancrées qui accordent une plus grande importance à l'éducation masculine. Ils choisissent donc de garder leurs filles à la maison, ce qui a pour effet de creuser l'écart entre les sexes en matière d'éducation.

Dans le cadre de notre projet « Corruption, Genre et Développement Durable » financé par le Conseil irlandais de la Recherche sur les sciences humaines et sociales , nous avons utilisé les données d'enquêtes Afrobaromètre sur les expériences des personnes en matière d'accès à l'éducation dans 457 régions de 34 pays africains au cours de la période 2019-2022 pour examiner si, dans ces régions, la corruption dans le secteur de l'éducation rend les personnes plus susceptibles de signaler des difficultés à obtenir des services scolaires publics. Étant donné que la corruption dans les pays en développement est également répandue dans d'autres secteurs que l'éducation (par exemple, la santé, les documents d'identité, la police), nous examinons également leurs effets d'entraînement multisectoriels sur l'accès à l'éducation au niveau régional en Afrique. Comprendre les effets de la corruption sur l'éducation dans ces régions peut aider les décideurs politiques à fournir des solutions ciblées dans ce secteur, ouvrant ainsi la voie à la réalisation de l'Objectif de développement durable (ODD) 4 et de l'Agenda 2063 (de l'Union africaine) dans le domaine de l'éducation.

Comme le montre la figure 1, la corruption dans le secteur de l'éducation est positivement associée à la difficulté d'obtenir des services publics d'éducation. D'autres résultats montrent que :

1. Les régions africaines dans lesquelles la corruption dans le secteur de l'éducation est plus répandue sont celles dans lesquelles les gens ont plus de difficultés à obtenir des services publics d'éducation.
2. Une augmentation de la corruption dans l'éducation d'un point de pourcentage est associée à une augmentation de la difficulté à obtenir des services publics d'éducation comprise entre 0,65 et 0,99 point de pourcentage.
3. L'incidence de la corruption dans d'autres contextes n'est pas significativement associée à l'accès à l'éducation dans les régions africaines.



Nos conclusions s'ajoutent à la littérature existante qui a montré comment la corruption est une menace sérieuse pour l'ODD 4 et la réalisation de l'Agenda 2063 dans le domaine de l'éducation, rejetant ainsi la notion de corruption comme « graisse dans les rouages » en faveur de « sable dans les rouages ». Pour favoriser l'accès universel à l'éducation dans les régions africaines, il est primordial d'atténuer la corruption dans le secteur de l'éducation. Par conséquent, les gouvernements africains devraient :

- accroître les efforts pour mesurer et suivre la corruption dans le secteur de l'éducation;
- déployer des efforts considérables pour contrôler la corruption lors de l'augmentation des dépenses d'éducation afin d'éviter le gaspillage d'argent ;
- abandonner les paiements directs au profit de paiements numériques et automatisés afin d'éliminer l'échange direct d'argent au point d'accès à l'éducation ;
- accroître la transparence du système éducatif, en particulier en ce qui concerne l'allocation et la gestion des ressources et l'information sur les frais d'utilisation et les exonérations ;
- mettre en place des institutions fortes, disposées à recueillir de manière proactive les plaintes des citoyens, à enquêter sur les allégations de corruption et à punir la corruption ;
- renforcer l'intégration de la lutte contre la corruption dans le secteur de l'éducation ainsi que l'audit et l'inspection indépendants dans le système éducatif.

Vous pouvez trouver des liens vers le document complet et tous les travaux de COGS sur le site Web DCU ARC : <https://www.dcu.ie/arc>

Réseaux sociaux : [@DCU_ARC](#)